

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 135 (1990)
Heft: 7-8

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345013>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

L'une après l'autre, les Républiques qui constituent encore l'URSS manifestent leur volonté d'autonomie, voire de sécession. Celles qui vont le plus loin sont les Etats « fédérés » de la périphérie et, notamment, les pays naguère indépendants de Moscou: Baltes, Géorgie, Moldavie. L'intention politique affecte naturellement aussi l'allégeance militaire, le minimum demandé – dans un premier temps – étant que les recrues n'aillent pas servir hors du territoire de la République. Une hardiesse qui n'exclut cependant pas la prudence et la compréhension à l'égard des intérêts stratégiques de l'occupant: au début d'avril, la Lituanie elle-même, la plus avancée dans la revendication de liberté, a admis le principe d'une présence de l'armée soviétique sur son territoire, le droit de passage vers la Prusse-Orientale annexée et l'usage des ports de la Baltique par la marine russe.

C'est dire que l'état-major de Moscou peut encore et toujours considérer l'ensemble du territoire soviétique comme une base sûre. Mais qu'en est-il du glacis, autrement dit du Pacte de Varsovie? A ce jour, seule la Hongrie a exprimé le désir de s'en retirer – quand elle le pourrait. Les deux Etats où le parti communiste reste au pouvoir, en Bulgarie ouver-

tement, en Roumanie sous un vernis transparent, sont fidèles. Prague espère que le Pacte mourra de consommation; le Gouvernement polonais se tient à carreau; quant à l'Allemagne de l'Est, c'est la nuit et le brouillard. Avant d'y plonger, il faut tout de même rappeler ce qu'oublie d'éminents experts occidentaux pour lesquels le Pacte de Varsovie a d'ores et déjà perdu toute capacité militaire, à savoir que les Etats membres de ce pacte restent liés entre eux par quarante-deux traités bilatéraux concernant notamment le stationnement des troupes soviétiques en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en République « démocratique » allemande. Ce qui veut dire que le Pacte est en quelque sorte doublé par un réseau de substitution.

Pour ce qui est de l'Allemagne, où l'Europe joue évidemment son avenir stratégique, on notera d'abord deux faits: premièrement, que les deux gouvernements allemands sont d'accord pour reconnaître aujourd'hui la frontière actuelle avec la Pologne. Deuxièmement, que la République fédérale absorbant – n'ayons pas peur des mots – l'Allemagne orientale, l'URSS doit se résigner, au moins pour un temps, à voir celle-ci arrimée à l'Europe occidentale. Reste que le Kremlin n'accepte pas l'idée que

l'Allemagne réunifiée puisse devenir une part entière de la défense occidentale. D'où une série de contre-propositions allant du maintien d'une demi-Allemagne dans le Pacte de Varsovie à la neutralisation de tout l'ancien Reich – vieille idée stalinienne – en passant par la poursuite de la présence militaire soviétique dans un Etat qui serait politiquement dans l'autre camp. Quant à l'armée «populaire», on ne sait plus très bien si Moscou entend la garder sous sa coupe ou en faire cadeau à l'Allemagne unie après lui avoir retiré ses moyens «offensifs». Il est vrai que les intentions des Occidentaux ne sont guère plus limpides. L'OTAN, début juin, s'est dite prête à accepter le maintien provisoire de l'armée soviétique dans la partie orientale d'une Allemagne qui serait cependant membre de l'Alliance atlantique; ses propres troupes resteraient, pour un temps indéterminé, en deçà de la ligne actuelle de démarcation.

Cependant que les diplomates s'efforcent ainsi d'arranger les noix sur un bâton, les deux armées allemandes ont établi des relations au plus haut niveau. Mais on ignore si c'est pour préparer l'amalgame, ou si les conseillers soviétiques, qui épaulaient jusqu'ici les commandements militaires est-allemands, participent à ces retrouvailles.

Entre le verbe et le terrain, il y a naturellement des différences. L'URSS multiplie les formules de réduction des forces mais, en mai, elle a reconnu

qu'elle n'avait retiré que deux divisions blindées d'Allemagne orientale, et déclaré que la suite dépendrait du cours des négociations de Vienne et de l'évolution de la question allemande; elle a répondu à la décision du président Bush de ne pas moderniser les lanceurs nucléaires *Lance* à courte portée, en annonçant son intention de retirer pour sa part une pincée de ses moyens analogues. La supériorité soviétique en armements de cette catégorie en Europe – 12 à 1 selon l'OTAN – ne sera pas affectée pour autant.

Ce n'est là qu'un des éléments qui font que l'appréciation de situation, côté OTAN, trahit une évidente perplexité, pour ne pas dire une certaine contradiction. En mai, les ministres alliés de la Défense, suivant le général Eide, président du comité militaire, affirmaient crânement que, s'il y avait encore risque, la menace représentée par un Pacte de Varsovie uni avait cessé d'exister. Mais ce même général constatait que les forces militaires de l'URSS restaient «très impressionnantes» et que, entre l'Atlantique et l'Oural, les Soviétiques disposaient toujours de plus de chars, de canons, de véhicules blindés et d'avions que la totalité des armées de l'OTAN. L'optimisme prévalant, l'OTAN renonce à assigner à ses membres l'augmentation – théorique – de 3% l'an de leurs dépenses militaires, ce qui se traduit d'ores et déjà par la compression des budgets de la défense, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne comme sur le

continent. Mais, si des programmes sont freinés ou différés, la modernisation technologique se poursuit, à l'Est comme à l'Ouest; et elle est au centre de tous les plans de restructuration des forces, alors même que celle-ci s'exprime, en surface, par de spectaculaires chiffres de réduction.

*
* *

Des chiffres qui ne disent d'ailleurs pas tout. Exemple: les Américains fermeront prochainement deux de leurs quatre bases en Grèce. La perte numérique est de 50%, mais la réalité est différente. Car, en quittant la banlieue d'Athènes, les forces américaines garderont les deux installations implantées en Crète, les plus importantes. Et, surtout, le bail que l'ancien gouvernement grec voulait rompre sera, au contraire, prolongé par son successeur. Ce qui n'est pas sans intérêt pour le système occidental de sécurité en un temps où l'horizon ne s'éclaircit pas précisément sur le flanc sud de l'OTAN, en Méditerranée orientale et au Proche-Orient. Pour adopter le langage du QG de Bruxelles, on dira que, dans ces secteurs aussi, il y a risque plutôt que menace. Mais enfin, il faut bien constater que le colonel Kadhafi, champion d'un islamisme dur qui gagne des points politiques, est toujours à même de fabriquer les moyens d'une guerre chimique dont l'abolition reste problématique, et constater aussi que, les combats entre chrétiens et entre chiites

continuant de saigner le Liban, l'approche de la capacité nucléaire militaire, du côté de l'Irak comme de celui d'Israël, est telle qu'elle fait désormais partie des facteurs de la stratégie régionale, plus sûrement sans doute que le supercanon dont on saura peut-être un jour s'il était ou n'était pas l'innocent oléoduc dont Bagdad prétendait assembler les pièces dans un mystère plutôt suspect.

Les voisins de l'Irak doivent-ils donc s'inquiéter? Certes le président Saddam Hussein affirme-t-il n'avoir d'autre ennemi qu'Israël, qu'il se fait fort de détruire à moitié dans le cas où Jérusalem prendrait l'offensive; certes, cela expliquant peut-être ceci, Bagdad a-t-il fait, en mai, des ouvertures à Téhéran, lui offrant pour la première fois de négocier la frontière fluviale du Chatt el-Arab sur la base du traité de 1975 que l'Irak avait cependant dénoncé unilatéralement. N'empêche que, de part et d'autre, on reste sur le qui-vive: l'Irak s'appêtant à recevoir des bateaux de guerre construits en Italie, la marine iranienne a fait savoir qu'elle interdirait le passage de ces unités par le détroit d'Ormouz. Ce à quoi Bagdad menace de riposter, grâce au concours du Yémen, en fermant le détroit de Bab el-Mandeb que devraient franchir des sous-marins commandés par Téhéran... C'est l'état de ni guerre, ni paix.

*
* *

Le budget militaire de l'URSS absorbant encore, selon M. Gorbatchev, 18% du produit national brut, on ne s'étonnera pas de la générosité constante, voire croissante, qui marque les livraisons d'armements soviétiques au régime communiste afghan. Depuis le milieu de mai, les rotations des cargos aériens à destination de Kaboul ont doublé, ce qui indique que, malgré ses offres de négociation à des interlocuteurs introuvables, le président Najibullah recherche toujours, sinon une victoire qu'il ne peut guère espérer dans un terrain maîtrisé par les moudjahidin, du moins des succès défensifs autour des villes où la résistance s'abstient maintenant d'entrer afin de ne pas attirer sur les populations citadines les lourdes représailles des bombardiers et des missiles *made in USSR*. Il est vrai que les Afghans doivent compter avec la fragilité accrue de leurs bases extérieures et de leurs sources d'approvisionnement, en raison des troubles ethniques auxquels le Pakistan doit faire face, notamment dans la province du Sind, et surtout du conflit à rebondissements qui oppose ce pays à l'Inde à propos du Cachemire. Au début d'avril, des concentrations de troupes de part et d'autre de la frontière, avec échange de coups de feu, et le durcissement du ton belliqueux des deux gouvernements avaient fait craindre une reprise de la guerre ouverte. Depuis lors, le jeu s'est quelque peu calmé, peut-être sur les bons conseils de Washington. La

Nouvelle-Delhi a proposé, à la fin de mai, des mesures «créatrices de confiance». Mais l'esprit de détente n'est pas encore descendu sur le Cachemire où l'affrontement sanglant entre séparatistes musulmans et forces indiennes se poursuit. Les détonateurs, donc, ne sont pas désamorçés. A l'autre bout du sous-continent, le retrait, achevé fin mars, du corps expéditionnaire indien du Sri Lanka a libéré le gouvernement de M. Singh d'une charge militaire, mais il a replongé Cinghalais et Tamouls au plus profond de la guerre civile.

Autre guerre civile, et bouteille à l'encre: celle du Cambodge. Le gouvernement de Phnom Penh affirmait récemment dominer tout le territoire national, sauf la région de Pailin proche de la frontière thaïlandaise. Mais, un peu plus tard, les Khmers rouges faisaient état de leur avance au sud d'Angkor. Seule certitude: on n'est pas au terme de cette lutte fluctuante, obstinée et implacable, que la terminologie moderne, cynique, range dans la «basse intensité»...

*
* * *

Dans l'Afrique tropicale où il n'est plus guère de pays qui puisse se vanter de dominer les problèmes nés de la décolonisation, un vent de guerre particulièrement violent s'est levé sur le doyen des Etats noirs indépendants. A l'origine, c'est-à-dire au début de l'année, le gouvernement du Libéria pensait n'avoir affaire qu'à la rébellion

d'un ancien fonctionnaire ambitieux. Mais la guérilla du Front national patriotique s'est étendue comme un feu de brousse; elle contrôle aujourd'hui la plus grande partie du territoire, y compris le port de Buchanan. La capitale, Monrovia, est menacée. Cela peut déboucher sur un marchandage comme sur une capitulation du pouvoir. Mais on retiendra que, une fois de plus, l'hostilité héréditaire des ethnies est la source du conflit.

Des guerres en cours sur ce continent, les plus graves par leurs incidences politico-stratégiques restent pourtant, en ce début d'été, celles de l'Ethiopie et de l'Angola. La première va si mal pour Addis-Abéba qu'il a décrété, le 25 juin, une mobilisation générale dont on peut douter qu'elle ajoute grand-chose à la capacité de l'armée gouvernementale. Celle-ci, après avoir perdu, au terme d'une grosse bataille, le port de Massaoua, a subi échec sur échec en Erythrée dont la capitale, Asmara, est quasiment assiégée, ainsi que dans le Tigré et dans la région du lac Tana. Sans la supériorité aérienne que lui donne encore sa centaine de Mig et, peut-être aussi, sans les armes légères qu'il a reçues d'Israël – lequel a intérêt à ne pas voir la mer Rouge devenir un lac exclusivement arabe –, Mengistu aurait probablement déjà perdu la partie.

Quant à l'Angola, le combat s'y poursuit sur fond de négociations et vice versa. Sur le plan militaire, il s'avère que l'UNITA a bel et bien remporté une victoire défensive à Mavinga, place-forte du sud-est que l'armée angolaise avait pensé emporter lors de ses grosses attaques de février. Et, pendant tout le printemps, les guérilleros de Jonas Savimbi se sont montrés actifs dans le nord du pays et aux abords de sa capitale, Luanda. Rien de décisif cependant dans ces affrontements.

*
* * *

Au Nicaragua, les Contras ont achevé, fin juin, de déposer leurs armes, comme convenu avec la nouvelle présidente Violeta Chamorro. Une autre conséquence de la défaite électorale de l'ex-président communiste Ortega devrait être la réduction de moitié de l'armée, dont il reste à voir si le nouveau régime parviendra à la soustraire à l'ascendant de ses anciens chefs. Quoi qu'il en soit, le coup est dur pour Fidel Castro, qui perd son seul partenaire en Amérique centrale. Il est vrai qu'il lui reste, malgré son aversion pour la politique de M. Gorbatchev, la bienveillance de l'URSS, qui le soutient toujours de ses kopeks et lui a expédié récemment un lot de Mig-29.

J.-J. C.